

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Liban/Réunion  
ministérielle du groupe  
international de soutien -  
Numérique/Remise des prix du  
concours «Numérique et  
transparence»  
(Paris, 07 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

**1 - Liban - Réunion ministérielle du groupe international de soutien (Paris, 8 décembre 2017)**

La France accueillera à Paris le 8 décembre une réunion du groupe international de soutien au Liban.

Cette réunion sera ouverte par le président de la République, M. Emmanuel Macron. Elle sera coprésidée par M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Amina Mohammed, vice-secrétaire générale des Nations unies. Le Premier ministre libanais Saad Hariri sera présent. Y participeront l'Allemagne, la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, la Russie, l'Union européenne, la Ligue arabe, le HCR, le PNUD, la Banque mondiale et le bureau du coordinateur spécial des Nations unies pour le Liban.

L'objectif de cette réunion est que la communauté internationale réaffirme son soutien au Liban, à sa souveraineté, à sa stabilité et à sa sécurité.

**2 - Numérique - Remise des prix du concours «Numérique et transparence» (Paris, 8 décembre 2017)**

Dans le prolongement du sommet mondial pour un gouvernement ouvert, dont la France a assuré la coprésidence en décembre 2016, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a lancé en septembre 2017 un concours intitulé «Numérique et transparence», en partenariat avec l'ONG «Transparency International», l'agence française de coopération avec les médias internationaux CFI et l'incubateur français de technologie civique «Liberté Living Lab».

La première édition du prix récompensera, à l'occasion d'une cérémonie de clôture organisée le 8 décembre, les six meilleurs outils numériques destinés à enrayer tout phénomène de corruption développés par la société civile.

Ce prix vise à renforcer et à promouvoir les initiatives existantes d'appui à la gouvernance démocratique dans les pays francophones en développement, dans trois catégories : ouverture des données pour la transparence de l'action publique ; contrôle citoyen pour la bonne gouvernance ; et outil de prévention et de lutte contre la corruption./.